

**Arrêté temporaire de circulation**

**CHEMIN DES CHAMPIGNONS (LA JUBAUDIERE)**

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges,  
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,  
VU le Code de la route et notamment l'article R. 411-8,  
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,  
VU l'arrêté SG n°2020-18 en date du 28/05/2020 portant délégation de signature,  
**CONSIDÉRANT** que l'organisation d'une course sportive rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 09/06/2024 CHEMIN DES CHAMPIGNONS (LA JUBAUDIERE),  
VU le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R 110-3, R 411-5, R 411-8,  
R 411-25, R 415-6,,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

Le 09/06/2024, pendant certaines phases, la circulation peut être interrompue Chemin des Champignons (LA JUBAUDIERE) (Beaupréau-en-Mauges), de 08 h 00 à 18 h 00,.

**ARTICLE 2 - SIGNALISATION**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, ENERGIE VTT.

**ARTICLE 3 - CHARGES D'EXECUTION**

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beaupréau-en-Mauges, le 24/05/2024  
Pour le Maire,  
Maire déléguée de La Jubaudière, commune déléguée de  
Beaupréau-en-Mauges



**Christine OUVRARD**

**DIFFUSION:**

- ENERGIE VTT
- HDV
- Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges

**ANNEXES:**

*Plan chemin des Champignons*

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*





